

QUESTIONS OUVRIÈRES

ARGENTIA (T.-N.)—LES MISES À PIED À LA BASE NAVALE AMÉRICAINE

[Traduction]

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, je veux poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Comme les congédiements récemment annoncés d'un grand nombre de civils à la base navale américaine d'Argentia pourraient avoir des conséquences désastreuses sur l'économie de cette région, le ministre nous dira-t-il si les programmes de main-d'œuvre actuels suffiront à pallier la gravité de la situation ou s'il faudra adopter de nouveaux programmes et engager de nouvelles dépenses?

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, pour nous, cette situation n'est pas nouvelle. Mon ministère en a conscience et s'occupe de rendre accessibles tous les programmes qui existent actuellement. Pour l'instant, nous n'avons aucun nouveau programme particulier qui relève du ministère pour faire face à la situation mais il me semble que nos programmes et services actuels seront très utiles.

M. Carter: Une question supplémentaire au ministre de l'Expansion économique régionale, monsieur l'Orateur. Quelles mesures le ministère envisage-t-il pour aider à pallier les difficultés économiques qu'éprouvent les gens de cette région à la suite des mises à pied?

M. l'Orateur: A l'ordre s'il vous plaît. L'honorable député demande au ministre de faire une déclaration de nature générale, normalement ce genre de question doit être fait à l'appel des motions.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES CRÉDITS DU CENTRE DE RECHERCHES POUR L'AIDE À L'ÉTRANGER

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Je voudrais poser une question au premier ministre, monsieur l'Orateur. Comme le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré, à Victoria, (C.-B.) que le Canada augmenterait son aide à l'étranger, le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre si les crédits consacrés au centre de recherches pour l'aide à l'étranger sont intégrés dans la participation canadienne.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur.

M. Harding: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comment les crédits supplémentaires de l'aide à l'étranger seront-ils gérés, notamment dans le Sud-Est asiatique et en Amérique latine, si l'on se propose de réduire de façon importante le personnel des ambassades de ces régions?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je ne pense pas que la question, telle qu'elle est posée en ce moment, soit réglementaire.

LA SUPPRESSION DES BASES AMÉRICAINES

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire suppléant des Affaires extérieures. Peut-il nous indiquer le résultat des négociations avec les États-Unis au sujet des inconvénients, pour le Canada, de la suppression progressive de nombreuses bases dans ce pays à la suite de la diminution des dépenses outre-mer décidées par le gouvernement de Washington?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je vais lire la question, monsieur l'Orateur...

M. Lundrigan: Il semble régner une certaine confusion, monsieur l'Orateur, parmi les honorables vis-à-vis qui se demandent qui répondra à la question, mais je la pose au premier ministre qui semble disposé à le faire.

Le très hon. M. Trudeau: Je suis toujours disposé à répondre aux questions, mais je parlais à un de mes collègues et je n'ai pas entendu la question de l'honorable député.

M. Lundrigan: Monsieur l'Orateur, cela dénote un manque d'intérêt envers les problèmes de la Chambre, mais je poserai ma question au premier ministre. Peut-il dire si des pourparlers ont eu lieu avec le gouvernement américain au sujet de l'élimination planifiée et progressive de nombreuses bases au Canada et dans le monde entier, et des inconvénients économiques possibles. Autrement dit, avons-nous eu des discussions et sommes-nous en mesure de prévoir l'effet au Canada de cette élimination progressive répartie sur une longue période?

Le très hon. M. Trudeau: En ce qui concerne les négociations des États-Unis avec d'autres pays, j'ignore quel ministre pourrait répondre, mais en ce qui concerne les négociations avec le Canada à propos de bases situées au Canada, je demanderai au secrétaire d'État aux affaires extérieures de faire le point.

M. Lundrigan: Une autre question complémentaire destinée au premier ministre, monsieur l'Orateur. Puis-je demander à celui-ci